

ALARME

ORGANE DU **F**ERMENT **O**UVRIER **R**EVOLUTIONNAIRE EN **F**RANCE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSONS NOUS !

SUPPRIMONS LES POLICES; LES ARMEES, LA - PRODUCTION DE GUERRE
LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES POUVOIR ECONOMIE AU PROLETARIAT

L'UNITE DU PROLETARIAT

SE FERA CONTRE LES SYNDICATS

OU NE SE FERA PAS !

LORRAINE: L'EXPLOITATION N'A PAS DE PATRIE

Licenciements, restructurations industrielles, dégraissments, chômage, reconversions ... Les termes diffèrent suivant les régions et les pays mais recouvrent une même réalité : une restructuration capitaliste que subit de plein fouet le prolétariat. Invoquant la réalité économique, le capitalisme français jette à la rue la main-d'œuvre inutile. Le prolétariat lorrain a été dernièrement plus particulièrement touché et n'est pas resté passif face à cela.

A Longwy, Neuves-maison, Pompey, Lachiers les syndicats furent soit débordés localement, soit eurent du mal à maintenir l'ordre capitaliste. Des permanences du P"S" (*) furent brûlées, ce parti et ses leaders hués. Les syndicats mirent tout en œuvre pour empêcher que le mouvement ne prenne une véritable ampleur, pour finalement le détruire. Pour cela ils usèrent des tactiques bien connues :

- . Division et opposition des prolétaires entre les régions : "L'Est paie pour le Nord" entre les pays : "A bas le dictat allemand" ou "communautaire".
- . Essoufflement des prolétaires dans des actions bidons qui démoralisent : marche-promenade pour ceci, ou contre cela, dont la plus spectaculaire fut la marche sur Paris.
- . Profiter de l'absence de nombre de grévistes pour faire voter la reprise du travail.
- . Encadrement syndical omniprésent du prolétariat. La marche sur Paris en fut une preuve. Elle fut une démonstration de force syndicale, et plus spécifiquement de la U.G.T. Ce ne fut qu'une démonstration de faiblesse pour le prolétariat.

Le P"C" fit lui aussi de son mieux pour mater le mouvement, bien sûr par l'intermédiaire de la CGT, mais également sur un plan plus politique en prenant ses distances vis-à-vis du P"S". Se solidariser avec le gouvernement eut été agir suicidairement pour les deux partis mais aussi pour le capitalisme français dans son ensemble car le P"C" perdant encore un peu plus sa base, une partie non négligeable du prolétariat se serait retrouvée sans encadrement "responsable" ; de la gauche à la droite, c'est ce qu'ils craignent tous. C'est bien ce qu'exprimait le ministre de l'Intérieur, M. Defferre, lorsqu'il déclarait qu'il préférerait la présence de Marchais dans la marche sur Paris.

Quel est finalement le bilan de la situation, dans ce beau pays où, à en croire le journal télévisé de 20 heures, non seulement liberté et égalité mais aussi fraternité s'épanouissent à qui mieux mieux ? Ce bilan variera bien sûr selon les intérêts de classe et de clan de ceux qui l'exprimeront.

Une version communément entendue est la version statistique qui fond toutes les classes en un peuple élisant ses représentants. Les dernières élections et sondages indiquent que l'opposition est en hausse. Pour eux, le bilan, c'est une remontée de la droite.

Pour les syndicats qui eux, tâtent le terrain, le bilan ne peut être que : attention danger, la situation peut dégénérer, comme le dit Bergeron depuis quelque temps, et quelques autres maintenant.



Pour nous, révolutionnaires, les bilans statistiques ne traduisent que partiellement la réalité. On nous inculque depuis toujours que quand la "gauche" baisse, la "droite" monte et vice-versa, de telle manière que cela semble être un phénomène naturel.

Mais ce phénomène peut voler en éclat et le doit même. Il doit arriver une période où les statistiques ne répondront plus, où la "baisse de la gauche" ne correspondra pas à une "remontée de la droite", ce qui est - bien que de façon très limitée - le cas aujourd'hui, où les tests adaptés à des citoyens ne signifient rien, lorsque les prolétaires se comporteront comme tels et non comme des citoyens. Ce sera une période révolutionnaire.

Nous disons nous aussi qu'il y a danger, car le mouvement peut dégénérer et le fait déjà sous la pression syndicale. Le problème est d'agir de manière à ce que ce mouvement et ceux à venir, ne dégèrent pas. Pour cela, en Lorraine comme partout ailleurs, les syndicats doivent être perçus au début et même en préalable à tout mouvement, comme des organismes anti-ouvriers.

Qu'est-ce qui fait qu'actuellement en Lorraine, le moral des ouvriers soit bas? Que la résignation semble prendre le dessus? Cette situation est-elle due à un patronat arrogant épaulé par une police omniprésente? Non, à l'évidence non; patronat et police sont plutôt discrets. En témoigne l'attitude de la police au cours de la marche sur Paris, par exemple. Alors où sont aujourd'hui les forces maîtresses du capitalisme? Dans nos propres rangs, il y a une police intérieure: le syndicat. C'est en fait aujourd'hui un pilier fondamental de l'ordre social, plus important en certaines occasions que la police classique. Sans les syndicats, la Lorraine aurait été probablement embrasée par un vaste mouvement social que la police, voir l'armée, auraient eu toutes les peines à contenir. Qui plus est, les actions syndicales, contrairement aux actions policières, ne sont pas perçues comme des actions anti-ouvrières par la majorité du prolétariat. En cela réside le problème.

Pour le résoudre, il nous faut être le plus clair possible:

- Les syndicats, en tant que forces capitalistes, non seulement ne doivent plus décider pour nous, mais aussi ne doivent pas avoir accès aux décisions que doit prendre un mouvement ouvrier.

- Ils doivent être exclus des lieux de luttes,

Grâce à cela tout mouvement ouvrier aurait bien plus de facilité à s'orienter vers les objectifs qui sont les siens:

- Aucun respect de l'économie nationale, de la nation, de "son" entreprise, etc.

- Prise en compte, uniquement de nos intérêts (que "notre" entreprise ne puisse pas supporter un mouvement prolétarien n'est pas étonnant, mais normal, dans la mesure où nos intérêts sont antagoniques à ceux du capitalisme).

- Essayer d'étendre, sur ces bases, le mouvement à d'autres régions ou pays. Dans le cas de la Lorraine, l'Allemagne et le cœur de l'Europe sont tout près.

- Il ne s'agit pas de bloquer les frontières, mais de les ouvrir et ce faisant, de tendre à les faire disparaître.

(*) Faits plus importants encore:

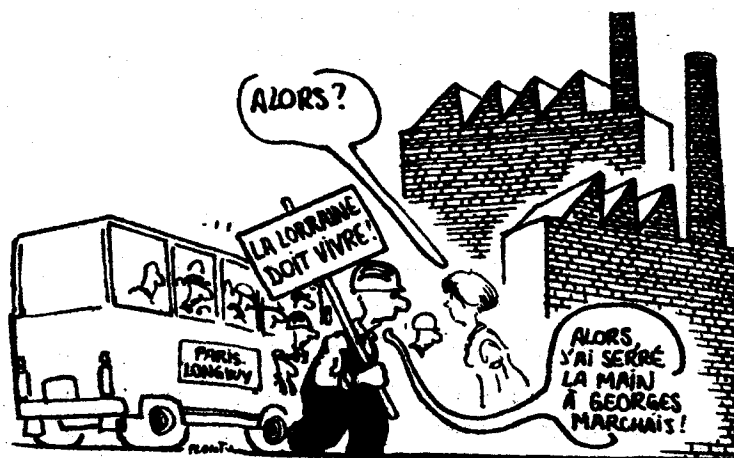
Les prolétaires ont mis le feu au siège du P,"C" de Gandrange dans la nuit du 11/04/84 (signalé par l' "Est Républicain" du lendemain).

"Le Monde" du 06/04/84 a relaté que: "le calme n'était rétabli que vers trois heures du matin, ce Jeudi 6 avril, surtout grâce au très important service d'ordre des sidérurgistes C.G.T, qui avait réussi à empêcher, tout au long de ces événements, l'attaque de la mairie à Longwy-Bas et du siège de la fédération du P.C.F à Longwy-Haut".

LA LONGUE MARCHÉ

A l'appel de l'inter-syndicale CGT, CFDT, FO, FEN, CFTC, CGC, et grâce au financement et facilités offertes par la banque populaire de Lorraine et la SNCF entre autres, les lorrains sont allés vanter les mérites de leur acier au coeur des beaux quartiers de la capitale française. Le formidable déploiement publicitaire débuta place de la Nation, et il y a longtemps que nous n'avons pu constater dans la rue une telle unanimité syndicale et politique.

Unanimité, tel est bien le mot pour décrire cette foule, et l'exclusion démagogique d'élus de droite par le service d'ordre ou par quelques gauchistes ne change rien à l'affaire. Par le mot d'ordre stalinien " la Lorraine vivra " toutes les forces " vives " de la région étaient concernées. Preuve en est le financement même de cette manifestation ainsi que la présence dans le cortège de toutes les couches intermédiaires de la société (cadres, commerçants etc...). Face à cette unité interclassiste, qui relègue au second plan l'affrontement entre les différentes chapelles politiques du capitalisme, nous feignons de nous demander où étaient passés les sidérurgistes enragés de la veille. Il est à noter toutefois que certains sidérurgistes combattifs n'ont pas pu, ou n'ont pas voulu participer à la manifestation en raison de son organisation même (interdiction des armes de toutes sortes, barre à mine, frondes, boulons; fouilles par le syndicat des manifestants au départ de la Lorraine, inscription des participants à la bourse du travail, etc... Malgré cela les sidérurgistes étaient présents et au début au moins tout aussi enragés à ... brailler, avec la CGT, les pires slogans chauvins et capitalistes, du " produisons français, consommons français, au dépassé " allez les verts (fausse note offerte par les centaines de litres de bière de maître Krasuki) en passant par les remerciements à l'égard du Crédit Lyonnais et de diverses banques. Bref ! une étape lorraine du Tour de France ! La présence de l'étrangère FGTB belge était-elle une blague française du meilleur cru, destinée à égayer un cortège qui fatiguait, ou bien était-elle un témoignage vivant de solidarité anti-ouvrière à l'image de l'impudique CGT Talbot elle aussi présente ? La LCR qui bouclait la procession nationaliste connaît sûrement le fin mot de cette triste devinette, elle qui fut la seconde composante, grâce à ses militants cédétistes de Talbot, du sabotage d'un mouvement.



Enfin, sous le regard discret et compatissant de la police française, tout ce joli monde un peu éprouvé par les kilomètres à pied, a pu atteindre le champs de Mars où l'attendaient cars et collations. **Buvons** encore une dernière fois .

Ceci dit, une infime minorité, pas même une dizaine d'individus, semblait ne pas reconnaître chez les CRS des camarades de toujours. N'aurait-il pas été dommage de se séparer sans la rituelle légère envolée de canettes vides et de se priver par la même du bouquet d'un somptueux feu d'artifice ? C'est incontestable, mais l'illumination dut être un peu trop puissante pour ce sidérur-

giste de Neuves Maisons qui invectivait judicieusement un des collègues cégétiste : " Si toi tu es licencié, le syndicat lui ne le sera pas".* Cette simple et juste phrase montre sans ambiguïté le caractère contre-révolutionnaire de toutes les manifestations orchestrées par les syndicats et de celle du 13 avril en particulier (le premier mai de cette année fait même largement minable dans le genre). En effet, du refus d'être licenciés, c'est-à-dire d'être les éternels déshérités d'un système qui nous conçoit uniquement en producteurs de profits, les sidérurgistes lorrains sont passés à la défense de leur industrie. Partant de là, il est logique qu'ils défendent l'unité d'exploitation plus forte qui englobe leur industrie, la région et enfin la NATION. Du même point de vue capitaliste, les impératifs de la Nation prévalant sur tous les autres (Mitterrand : " Il ne sera toléré aucune revendication sectorielle ") il est dans l'ordre des choses que les sidérurgistes aillent gonfler les effectifs de l'ANPE. Somme toute, la signification du 13 avril, c'est cela et rien d'autre. Quant aux syndicats, la nation ne risque pas de les faire chômer. Ils sont trop précieux, non seulement comme défenseurs de l'économie nationale, mais aussi comme diviseurs du prolétariat. " La défense de l'acier lorrain" clamaient-ils, ou comment atiser la concurrence entre prolétaires. Aussi le 13 avril, les sidérurgistes lorrains crachaient au visage de ceux de Fos et d'Allemagne, comme il n'y a pas si longtemps les ouvriers des chantiers navals français arrachaient leurs pains quotidiens aux ouvriers des chantiers navals yougoslaves par l'exigence d'une production nationale. Enfin de manière plus générale, les ouvriers d'industries différentes finissent par s'ignorer totalement (voir l'isolement des conflits dans l'automobile).

Dans une telle situation, si le refus du licenciement n'est pas un moyen d'augmenter la solidarité de classe comme cela devrait être, ses interprétations et ses finalités les plus réactionnaires finissent par l'emporter (défense de l'industrie, droit au travail, défense de la région etc...) et finalement avillissent encore plus les ouvriers. Actuellement les ouvriers creusent frénétiquement le trou où le capitalisme tente de les enterrer en se battant entre eux pour saisir le manche de la pelle. La " désyndicalisation " pour l'instant n'inverse malheureusement pas le mouvement et ne diminue pas l'influence des appareils. D'ailleurs E. Maire, chaud partisan de l'Austérité et second économiste de France après R. Barre, peut pérorer sur " la crise du syndicalisme ", il n'en affirme pas moins les objectifs contre-révolutionnaires généralement atteints du syndicalisme : " il n'y a plus de classe ouvrière unifiée... si on va vers des corporations de plus en plus fortes ou les salariés garantis s'enferment de leurs côtés, vous aurez en face les salariés qui se sentent abandonnés qui entreront en conflits contre les salariés garantis" .

Ce n'est pas en participant à des manifestations comme celle du 13 avril que les ouvriers affirmeront leurs intérêts communs : en finir avec cette société d'exploitation qui nous dépouille de toutes les satisfactions et de toutes les jouissances (pas même celle de se retrouver ensemble autrement que parqués dans un atelier, un stade ou une manifestation autorisée par les flics et contrôlée par les syndicats). Cette nécessité implique qu'il ne saurait subsister parallèlement à notre combat une quelconque force capitaliste. Ceci vise particulièrement les syndicats que nous devons dès aujourd'hui anéantir.

* Ou encore, ce sidérurgiste de Rehon, cité par Libération du 13/4/84, déclamant que : " Je ne vais pas à Paris pour chanter la marseillaise, ni pour manifester dans le calme et la dignité. Ras-le-bol d'être pris pour un con. On a foutu la merde à Longwy, ça n'a servi à rien. A paris ça ne sera pas la même histoire. De toute façon on a plus rien à perdre, on est déjà baisé d'avance " .

QUEL ANNIVERSAIRE?

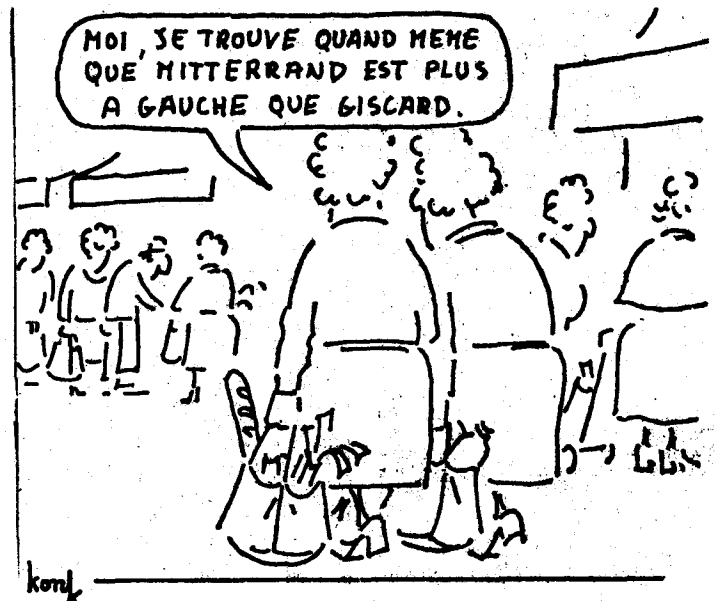
En 84, c'est l'anniversaire de l'administration du capital par sa fraction politique dite de gauche en France. Ce n'est pour le prolétariat qu'une année de plus où il a été exploité dans "sa patrie". Pas de quoi entonner un "happy birthday to you".

Les spécialistes du monde politique ont pu faire un bilan rigoureux de plus sur l'état de la France depuis l'avènement (3 ans déjà) de la coalition "socialo-communiste" au reine de l'Etat. En général, d'inerties en inerties, de stupidités en stupidités, les analyses plus superficielles les unes que les autres, viennent s'ajouter au tas d'ordures qu'est déjà la société capitaliste elle-même. S'ils embauchaient pour brûler ce tas d'immondices, ils créeraient des emplois. Mais enfin, venons en au fait.

Nous pourrions, comme c'est généralement le cas pour tout commentateur attitré qui se respecte et qui s'engraisse, essayer de faire un bilan minutieux des trois années de gouvernement de la gauche, chiffres à l'appui et statistiques sous la manche. Mais c'est précisément ce qu'on se refuse à faire, pour la simple et unique raison, que nous n'avons pas à perdre un temps précieux pour savoir qui administre le mieux le capital français, et donc, notre exploitation. Les querelles politicardes sur le maintien ou l'abandon par Mitterrand de son programme initial, prouvent par elles-mêmes, qu'elles ne nous concernent pas. S'il y a abandon, le tournant de sa politique se situe-t-elle en : juin 82 avec la dévaluation ; septembre 82 avec le plan de rigueur (ou d'austérité) inversant les priorités gouvernementales ; mars 83 où le président se prononce pour Delors en décidant de rester dans le serpent monétaire européen ; septembre 83 lorsque Mitterrand décide d'alléger les charges fiscales des entreprises ; printemps 84 avec les restructurations, le discours sur la troisième voie, "la société d'économie mixte" où les nationalisations de 1981-82 ne peuvent plus être désormais considérées comme une étape vers la nationalisation de l'économie française tant souhaitée par le P "C" F et l'extrême gauche. Fort intéressant n'est-ce pas !

Ca l'est sûrement pour les rivaux qui se disputent la seule, la vraie, la juste administration de la plus-value extraite de notre force de travail. Mais pas pour ceux qui subissent le poids désastreux de la domination du capital. Qu'il y ait eu ou non changement de programme de la part du gouvernement, ce qui est certain, c'est qu'il n'y a aucun changement quant à notre état d'esclaves salariés, pierre angulaire de toute administration capitaliste. En effet, que le gouvernement favorise l'industrie privée, qu'il accélère le processus de nationalisation de l'industrie, où qu'il choisisse la mixité, la classe qui produit la richesse sociale (ou qui contribue à sa production) est de toute façon dépossédée de la richesse qu'elle a produite. En ce sens, aucune de ces gestions différentes de la production sociale, ne se rapproche un tant soit peu d'une production et d'une distribution socialistes. Le prétendre, n'est que pure phraséologie inique, favorisant l'exploitation de notre force de travail. Ce qu'à fait le gouvernement de gauche, ce qu'il fait ou ce qu'il fera, suivant la conjoncture économique et politique mondiales, ne peut être considéré comme une étape de transition vers le socialisme, mais comme moment où le capital se concentre et se centralise plus ou moins vite entre les mains de l'Etat. Voilà en fait un des thèmes sur lequel se battent tous ces chiens enragés du capital. Ce n'est pas notre problème.

Le seul anniversaire que nous fêterons, sera celui de l'anéantissement par le prolétariat lui-même de la société de classe, lorsque la domination des Mitterrand, Krasuki, Gonzalez, Reagan et autres Kim il Sung sera relégué au musée des horreurs.



L'EUROPE DU BONHEUR

Depuis 1980, le parlement européen est élu au suffrage universel. Un important bataille avait alors eu lieu pour faire, paraît-il, plébisciter l'Europe. Il faut dire qu'elle en avait bien besoin ! Un an après la création du SME (79), les USA lançaient une nouvelle offensive économique contre l'Europe, provoquant une crise des approvisionnements en énergie et commençant, avec le succès que l'on sait, leur politique de hauts taux d'intérêts pour importer des capitaux.

Bref, plus l'Europe se déchire dans des luttes économiques internes, plus elle apparaît recouverte d'un vernis unificateur fort brillant, sans sous-estimer son union policière dont on parle peu dans les programmes électoraux. C'est dommage car c'est la seule réussite sérieuse des "Dix".

L'Europe, qui nous tend ses urnes, fonctionne avec une commission européenne, superbe fromage pour les quelques quatre ou cinq mille fonctionnaires qui en vivent. Elle attribue des subventions à des régions et réalise toutes les études et dossiers pour les décisions prises par le conseil des dix. Ce conseil, c'est la foire d'empoigne entre ministres, chefs d'Etat, etc où les décisions ne sont finalement pas prises et où chacun joue la démerde nationale selon ses moyens.

Enfin, le Parlement "suggère", "propose" et... ratifie. Tout ce ramassis d'incapables en mal de sinécure provient généralement des milieux politiques et des parlements nationaux ce qui donne une bonne idée de leur efficacité et de leur intérêt.

Ainsi, comme toutes les autres élections, celle-ci ne sert à rien. Pourtant elle a lieu, mobilise tous les appareils politiques, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite et surtout, mobilise beaucoup de fric (sur notre dos, d'ailleurs). Il doit bien y avoir un but, non ?

Ami lecteur, camarade, essaies de te faire idiot ! Puisque tu nous lis, cessera dur mais en insistant (peu?) tu redécouvriras cette joie simple.

. Ne vois-tu pas que ton pays est malheureusement en proie aux dissensions internes, sectaires, corporatistes et pour tout dire, mesquines ?

. Ne sens-tu pas le besoin d'élargir ton horizon vers des hommes nouveaux ?

. Par ton vote, ne veux-tu pas laisser s'installer de nouveaux principes ? Le Travail pour le progrès européen, la Famille pour les valeurs européennes, la Patrie pour la Défense européenne ?

. Si tu veux tout cela, tu as fait une mauvaise affaire en achetant ce journal. Bien fait !

Faisons taire l'idiot.

L'Europe c'est le bonheur, nous disent en chœur les politiciens, patrons, syndicalistes, etc. Qu'ils soient pour les Etat-Unis socialistes d'Europe (comme ces misérables trotskistes), les Etats socialistes unis d'Europe (P"S"), pour l'Europe des Etat-Unis (RPR), pour les Etat-d'Europe unis à l'Est (devinez!) ou les Unis d'Europe dans tous leurs états (PFN), ils sont pour l'Europe.

D'ailleurs, quand ils ne savent plus quoi dire, ils disent que tout est beau. A peu près tous les slogans sont interchangeable, du p"C" qui n'ose pas appeler à voter pour lui aux affiches, identiques dans leur principe, du P"S" et du RPR jusqu'à l'inoffensif Le Pen qui est tellement bête qu'il est prêt à emprunter une idée au premier venu ("mes idées, ce sont les vôtres", sic!).

Surtout, ils sont d'accord pour que les prolétaires européens les récompensent de leur vote et de leur sueur (l'économie, mais aussi les sinécures, doivent bien s'entretenir) pour l'honorable façon dont ils les exploitent ! Si ça ne va pas dans la Nation votez Europe ! Si l'Europe bat de l'aile, résolvez cela avec votre maire et de toute façon, vos élus sauront toujours ce qu'il faut faire, vous pas.

Et bien non, justement ! Il n'y a que nous, prolétaires, qui pouvons savoir comment en finir avec ce système de carottes électorales et de bâtons policiers, d'existences oscillant entre le chômage et le travail, l'angoisse et l'abrutissement. Pour cela nous savons que quelque soit l'ampleur de notre union, si elle est de classe, contre la trinité capitaliste Patron-Etat-Syndicat, pour la production en fonction des besoins humains et non de ceux du capital, contre l'enfermement dans l'usine, la région, la profession, bref contre toutes les séparations, alors cette union est internationale parce qu'elle concerne et appelle tous les prolétaires du monde à en faire autant.

Une telle union critiquera, par les armes et le mépris, les pompes électorales en tout genre du capital.

LUTTE DE CLASSES

MOUVEMENT, BUT

"Lutte contre le chômage", "création d'emploi", "relance par la consommation", "congés de reconversion", "mutation industrielle", "lutte anti-crise économique", "inflation", "balance du commerce extérieur", "produit national brut", "déficit extérieur", "rapport impor-export", etc...

Que l'on comprenne ou que l'on ne comprenne pas ces termes, ils représentent le riche vocabulaire de cette fin de 20ème siècle, où, au nom de l'immédiatisme le plus étriqué, le problème du changement radical des rapports sociaux est repoussé jusqu'à son dernier retranchement : LE NEANT. Au nom des tactiques et des stratégies les plus diverses, au nom de la compréhension plus ou moins scientifique de la réalité présente, seul nous est imposé comme alternative possible ce qui s'aligne sur l'existence du système comme totalité opprimante, même si des changements occasionnels peuvent intervenir dans les parties.

Or les changements en soi pouvant intervenir dans les parties n'altèrent en rien la totalité opprimante dont la base fondamentale est la dictature du capital sur le travail. Le prolétaire est maintenu dans son rôle de marchandise créatrice de valeur, indépendamment de la conjoncture économique du capitalisme et de la forme politique qui l'administre. D'ailleurs l'expérience du réformisme originel (ceux qui s'en revendiquent aujourd'hui n'en sont qu'un produit altéré et beaucoup plus réactionnaire) en a plus qu'amplement donné la preuve.

Ces quelques vérités sont tellement enfouies sous le tas d'immondices "des étapes nécessaires" et des "moindres maux" qu'elles n'apparaissent même plus chez ceux qui ont encore l'affront de se revendiquer de l'émancipation sociale, alors qu'objectivement ils contribuent à la survie du système d'exploitation. En clair, l'affirmation du communisme, société sans classes et sans échanges marchands, si elle apparaît, ne semble être qu'un pâle reflet d'un rêve consciemment réprimé au bénéfice d'une pratique faussement revendicative et étapistes, conscrite par ce que le capitalisme lui-même nous impose comme praxis possible et réalisable. Le communisme comme seule alternative à l'organisation sociale de l'humanité est, de ce fait, écarté en permanence.

La non affirmation catégorique du seul devenir humain possible devient négation de ce même devenir, et par conséquent une autre forme réactionnaire de discours et de pratique alimentant la dynamo capitaliste, au détriment des besoins immédiats et historiques d'une classe qui ne peut s'affirmer que dans la perspective de mieux se détruire, en balayant une fois pour toutes les classes sociales elles-mêmes.

Ce qui vient d'être dit, n'a rien d'une idéologie pure, planant par définition au-dessus de la réalité sociale et de ses possibilités intrinsèques. Au contraire, de l'affirmation de la nécessité du communisme, basée sur la réalité présente, découlent les tâches quotidiennes de la lutte de classe tendant à la réalisation d'une société humaine. Oublier cette perspective, c'est tomber de plein nez dans ce que le capitalisme de par lui-même accepte comme étant du domaine du possible. C'est ce réalisme qu'il pratique jour après jour en utilisant principalement son rouage indispensable qu'est le syndicalisme avec toutes les luttes bidons et les négociations qu'il soustend. Ce que le capitalisme accepte du haut de la dictature qu'il impose à la société, ce sont des partenaires sociaux tout aussi responsables que lui devant le salariat qui l'alimente. Ce qu'il n'accepte pas ou qu'il doit parfois subir la peur au ventre, c'est la lutte du prolétariat en tant que classe antagonique qui se dresse face à ses intérêts.

Or notre but en tant que révolutionnaires, en tant que communistes, ainsi que l'intérêt réel de l'ensemble du prolétariat ne peut d'aucune façon coïncider aujourd'hui avec le but et l'intérêt de ceux qui nous oppriment et nous exploitent, d'autant plus que les conditions matérielles permettant d'anéantir définitivement l'existence des classes sociales existent amplement à l'échelle planétaire. Dans la lutte, le communisme ne peut être posé comme une utopie pour demain, mais bel et bien comme une urgence et une nécessité pour aujourd'hui.

Ceci étant dit, il serait illusoire de croire que la conscience communiste puisse apparaître par un apprentissage et une

assimilation progressive par l'ensemble du prolétariat, de la théorie révolutionnaire injectée à petite ou à grande dose par ceux qui prétendraient l'incarner. Le prolétariat international, s'il réalise la seule révolution totalement émancipatrice pour l'homme dans l'histoire qui fut la sienne, ne la fera pas à partir d'une compréhension théorisée du monde qui l'écrase. Car enfin il n'est pas pour rien classe dépossédée de tout à l'exception de sa force de travail. Cela ne signifie pas non plus qu'il soit irrémédiablement condamné à une conscience "trade-unioniste" dont doit profiter l'élite de la révolution pour lui imposer altruistement la subversion totale du vieux monde. Dans ce cas il n'y aurait pas plus de révolution sociale que d'haricots sur la lune.

D'aucun peut alors nous rétorquer, que posé en ces termes, le communisme est impossible et que nous nous mordons la queue pour mieux éviter les sempiternels problèmes réels auxquels nous sommes confrontés dans la société, à savoir : lutte contre le chômage, création d'emplois, relance par la consommation, congés de reconversion, mutation industrielle, inflation, et le grand etc. déjà mentionné au début de cet article. Mais privilégier et ne tenir compte que de l'immédiatisme, c'est ce mordre la queue en respectant la logique capitaliste, sans résoudre un tant soit peu une seule de ses contradictions. En effet, la contradiction première entre capital et travail est telle, que la seule façon de résoudre toutes celles qui en découlent, passe aujourd'hui par l'élimination pure et simple de la première. Les "produisons français", les "consommons français" et autres gadgets perfides pour lier l'intérêt du travail à celui du capital, ne tombent pas du ciel à l'heure où ce dernier est contraint, poussé par la logique de la concurrence, d'employer des moyens techniques capables, utilisés en faveur de l'humanité, de libérer l'homme de la nécessité et des heures fastidieuses passées à sa survie. Alors les revendications qui tiennent compte de la réalité capitaliste et de ses nécessités, non merci, et sans façon !

D'autre part, la seule affirmation d'abolition du salariat et des classes sociales, opposée à la lutte revendicative quotidienne, participe au mythe religieux d'une profession de foi, inopérante parce que profession de foi et non liée directement au mouvement des classes so-

ciales au sein de la société. Participent à ce même mythe ceux qui déplacent le centre de gravité à cet autre aspect de la question qu'est l'auto-organisation du prolétariat, la généralisation des luttes et la prise du pouvoir. Peu importe, à les lire, le contenu même de la lutte, pour autant que l'intensité de la crise économique irrémédiable du capital pousse le prolétariat vers les chemins tortueux de la conscience de classe.

Que leur pratique soit réactionnaire, où que leurs idées générales soient révolutionnaires, les deux cas ici cités ont ceci en commun : la séparation en divers aspects de ce qui constitue dans la vie réelle et dans son devenir, une unité organique. Aucun des aspects, de toutes les façons liés entre eux, ne peut être laissé pour compte lorsque c'est la totalité que l'on veut transformer de fond en comble. Sans quoi, d'une façon ou d'une autre, c'est cette même totalité qui finit par s'imposer.

En fait, comme nous l'avons déjà dit par ailleurs, le prolétariat, ainsi que ses fractions les plus conscientes et décidées, doit réapprendre la lutte de classe. En effet, l'école de guerre du communisme pour le prolétariat dans son ensemble et ses fractions les plus actives en particulier, c'est la lutte quotidienne. La conscience de classe est une activité pratique. Mais nous entendons par lutte, non ce qui correspond aux nécessités même du capitalisme (les non-luttes revendicatives syndicales), mais ce qui s'oppose directement à son propre fonctionnement et à la base sur laquelle il repose : l'extraction de plus-value facilitée par la non-organisation du prolétariat en classe.

Réapprendre la lutte de classe, venons-nous d'écrire, ce qui ne signifie d'aucune façon, reproduire comme un dogme ce que cette lutte a pu être dans le passé, car la situation objective est forcément différente d'une part, et que de plus nous devons tirer subjectivement parti de l'écrasement par le contre-révolutionnaire pouvoir russe de l'immense vague subversive de 1917-1937.

Que l'on tourne autour du pot à l'aide de tergiversations "dialectiques", ou qu'on se le cache, malgré les balbutiements du mouvement ouvrier depuis l'écrasement de sa première et unique vague internationale, nous subissons encore le

poids désastreux de la contre-révolution russe, même si le discrédit de la "patrie du socialisme" croît, et c'est tant mieux et important, chaque jour davantage. Le virus destructeur qu'elle a inoculé à l'échelle planétaire au sein de la seule classe susceptible d'émanciper l'humanité, perpétue ses ravages, sous divers aspects, et sans faire systématiquement référence, pour des raisons tactiques évidentes, au pays qui l'a engendré. Ce virus nous devons le détruire, et pour ce faire nous devons nous y opposer partout, sans attendre béatement que ce soit l'ensemble de la classe elle-même qui le fasse, alors que l'immense majorité de celle-ci n'a même pas conscience de son existence meurtrière. Pour ce faire, nous devons contribuer à donner un contenu subversif aux luttes inévitables qui se produisent tous les jours.

Nous venons de voir que la lutte quotidienne ne peut être séparée du but historique. Le mouvement de la classe et son but forment un tout. C'est par le mouvement que le but peut être atteint. Tout ce qui entrave le mouvement vers son but naturel doit être combattu comme ennemi du mouvement et par conséquent de son but.

- Nous devons répondre à l'organisation du capitalisme par l'auto-organisation de la classe prolétarienne.

Non à la représentativité syndicale. Elisons nos propres délégués révocables à tout instant. Non à la concertation capitalarde. Imposons nos intérêts, même s'ils ne peuvent être complètement satisfaits qu'avec la destruction du pouvoir capitaliste et de son organisation sociale. En attendant, qu'ils sachent que nous nous organisons en vue d'être chaque fois davantage, et que nous ne comptons que sur notre propre force.

- Nous devons répondre au pouvoir politique capitaliste par le pouvoir de notre solidarité de classe. Celle-ci ne sera effective que si nous la pratiquons nous-mêmes, et d'une façon systématique.

- Nous devons répondre à l'économie capitaliste en attaquant son accumulation. L'attaquer dès maintenant, c'est lutter pour une baisse massive des heures de travail, et pour un salaire réel toujours plus élevé. C'est récuser la hiérarchie qui nous est imposée pour mieux nous diviser. C'est refuser tout licenciement ainsi que le chômage tout aussi avilissant que le travail qu'on nous impose. C'est, de toute façon, ne pas tenir compte des intérêts du capital qui nous exploite.

REVENDIQUER, OUI, MAIS POUR NE PLUS AVOIR A LE FAIRE. L'URGENCE DE NOTRE BUT, LA DICTATURE DU PROLETARIAT, POUR L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE. PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS.

Une nouvelle organisation révolutionnaire est indispensable au prolétariat mondial. Cependant, à moins qu'elle n'incorpore à sa pensée les sévères expériences idéologiques et organisationnelles survenues depuis 1914, sa constitution s'avèrera impossible, ou du moins gravement défectueuse. Les défaites du passé doivent jalonner le chemin de la victoire. Une telle organisation doit surpasser les traditionnels rassemblements de partis nationaux et rejeter aussi tout "centralisme" permettant à une poignée de dirigeants de mettre "la base" devant des décisions disciplinaires accomplies. Elle doit préfigurer le futur monde sans frontière ni classe. Dans cette intention nous adoptons ce Manifeste que nous proposons à tous les groupes et à tous les individus révolutionnaires du monde. Il faut rompre d'une manière tranchante avec des tactiques et des idées mortes, dire sans réticence toute la vérité à la classe ouvrière, rectifier sans regret tout ce qui fait obstacle à la renaissance de la révolution, que ces obstacles proviennent de Lénine, de Trotzky ou de Marx, et adopter un programme de revendications qui concorde avec les possibilités maxima de la technique et de la culture modernes mises au service de l'humanité.

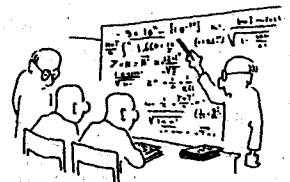
(Pour un second manifeste communiste, du Ferment Ouvrier Révolutionnaire, 1961)

HUMANISTES OU TECHNOCRATES ?

Les récentes performances des astronautes américains ont excité nos braves médias comme aux beaux jours des alunissages du programme Apollo. Et tous de jacter en chœur sur les réparateurs du vide, le service après-vente de la NASA ou les OS de l'espace. Avec une inépuisable banalité, journalistes technocrates et autres spécialistes du mensonge se sont relayés pour vanter les mérites et l'importance de la mission réussie par la "navette spatiale" ; à savoir, les économies de dollars réalisées en ne ramenant pas au sol le satellite "solar max" pour le réparer et la perspective d'un développement industriel spatial, nouveau et propre.

Or, tout cela est faux. En effet, si effectivement une réparation dans l'espace coûte moins cher que sur le plancher des vaches, celle-ci permet à la NASA d'investir encore plus lourdement dans son programme de développement grâce à la navette et de se lancer plus à fond dans de nouveaux programmes pour les années 90. Chacun de ses succès voit sa part s'accroître (directement ou indirectement) dans le budget des USA et peser plus durement sur la société. Or ceci ne concerne pas seulement la NASA puisque tout accroissement du déficit budgétaire américain retentit directement sur l'orientation politique, militaire, etc, des USA et donc sur l'économie mondiale. Tout ce qui augmente le déficit budgétaire des USA ou qui freine sa diminution, induit un maintien ou une hausse du taux d'intérêt du dollar et bloque la croissance des pays moins puissants que les USA et ce en cascade jusqu'à l'effondrement pour les plus fragiles comme le Brésil, le Mexique, etc, ... ce sont évidemment les prolétaires les premiers ou les seuls à le payer.

D'autre part les perspectives de développement industriel spatial se présentent comme un iceberg : la partie sous-jacente en est le développement militaire. Les 75% de 14 milliards de dollar du budget de la NASA sont déjà attribués au secteur militaire et les programmes pour les années 90, qui seront testés sur la navette, envisagent tout simplement de réaliser un arsenal militaire (d'interception et de guidage de frappe) basé sur les faisceaux LASER. D'ore et déjà, les assassins du Pentagone restructurent (une mode qui fait fureur) la stratégie américaine en fonction du nouveau domaine d'opérations qu'est l'espace et où leur supériorité est écrasante. Tout ceci est très excitant : allez donc voir STARS WAR pour vous convaincre du charme ardent de la guerre spatiale ! Le frein possible (autre que la lutte pour la révolution communiste !) à cette lancée consiste dans le pourrissement du système d'enseignement et de recrutement des techniciens militaires, des centres urbains et des systèmes de transport autres que ceux d'information ; mais tout au plus s'agirait-il d'un ralentissement dans la course.



Le moins que l'on puisse dire est que le contraste est saisissant entre la fiction prométhéenne et la réalité macabre, entre le lyrisme des "pionniers de l'espace" et la triste banalité technologique. Entre les "six voyages à la Lune" de Cyrano de Bergerac et les OS de l'espace tant vantés (peut-être parce qu'il devient difficile de se vendre comme OS par les temps qui courent !) il y a un abîme de misère.

Face à cette misère, des spécialistes, des journalistes, etc, s'émeuvent. De multiples propositions d'utilisation de ce flot de dollars ont déjà jailli : programmes de développement scolaire et agricole, aux USA et dans le "tiers-monde", pour plus de justice sociale, en finir avec un certain nombre de maladies, etc. Aucun de ces projets ne remet en cause le fonctionnement-même de la société. Ils proposent tous de répartir autrement la richesse produite mais aucun ne s'attaque

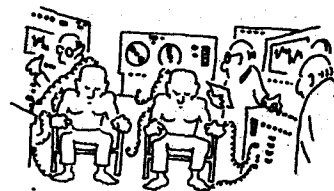
au mode de production de cette richesse. D'où leur impuissance face à l'argument : "Nos problèmes viennent de ce que nous ne sommes pas encore au point, patience et courage, la technologie moderne a réponse à tout." Mais voilà, outre que la technologie moderne secrète de nouveaux problèmes toujours plus encombrants et insolubles (et surtout pas "technologiquement !"), elle ne résoud rien et ne fait qu'accroître la misère.

Tous, "humanistes" comme "technocrates", mentent ! Rien de ce qu'ils suggèrent ou promettent ne peut se réaliser par le simple mouvement du capital. Qu'ils nous imposent un profit "propre" (on fait dans le social) ou "sale" (militariste, polluant, etc), le mouvement du capital ne crée que de la plus-value et de la misère. Le capitalisme est dès son origine, une société anti-humaine et sa progressivité n'a jamais résidé que dans la destruction des relations sociales locales au profit de relations sociales mondiales réalisées dans la guerre et la vague révolutionnaire mondiales. Cette misère, ils cherchent à la cacher par le discours officiel sur son caractère soit-disant accidentel (ce serait la faute des conditions naturelles !) et uniquement économique (manque d'argent, de vivres, ; ;). Ils ne reconnaissent son existence que pour mentir en proposant ou promettant un moyen ad'y remédier dans le cadre de ce système.

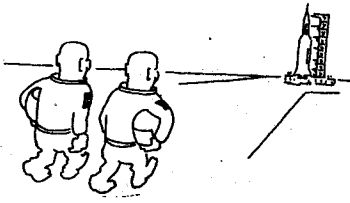


IL est à noter que si certaines solutions plus "humanistes" se vantent de se faire accumuler plus de capital à long terme, ce sont toujours les solutions "technologiques" et "sales" qui l'emportent. Ce n'est pas parce que les dirigeants sont méchants ou incompetents (même si c'est généralement le cas), c'est tout simplement parce que le capital ne peut s'arrêter de s'accumuler et ce, là où il peut le faire le plus rapidement et le plus efficacement possible. D'où les "choix" des investissements et leur discordance avec les "bonnes" intentions.

Enfin, il n'y a pas de solution technologique au capital parce qu'une telle solution est en soi une manifestation du capital. En effet le principe-même de ces raisonnements est qu'une bonne technologie, bien appliquée, sur un substrat adéquat, donne de bons résultats. Apparemment rien de plus simple ; et pourtant, c'est encore plus simple, bien qu'il faille passer par un "détour" pour l'expliquer. Entre la technologie, l'outil, et son substrat, apparemment il n'y a rien. Dans les schémas les plus humanisés, l'homme se situe en amont -il applique- et en aval -il reçoit- du processus. Or l'intervention de l'homme est partout : dans la production de l'outil, son transport, dans la production du substrat, son aménagement ou sa dégradation, etc ... Et le rapport, entre un outil et son substrat, apparemment inanimé, est un rapport en fait entre structures ayant déjà cristallisé toute une série de relations de production où des hommes ont attribué, par leur temps de travail, un peu plus de valeur, à chaque étape, à chaque composant de l'outil et de son substrat.



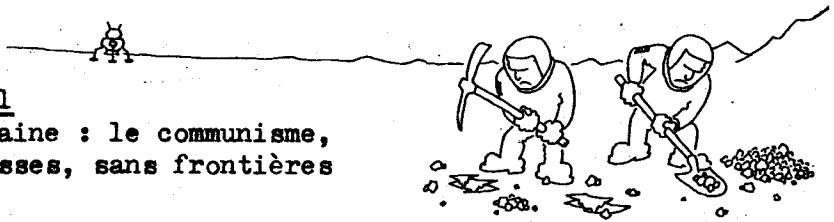
Ainsi, le discours du capital sur la technologie et son application, pour simple qu'il soit, voile le complexe tissu des relations dans la société, où chaque objet, chaque relation entre objets, cache les hommes, médiatise leurs rapports et oblitère toute relation directe entre eux. Dans ce qui semble être une relation entre objets se situe une immense chaîne alternant les marchandises et les hommes qui les produisent et les font circuler ; cette chaîne, c'est celle du capital, qui parcourt toute la société.



Et c'est là que réside notre vérité si simple : le capital est un rapport social et c'est pourquoi une action qui ne s'affronte pas à sa source ne peut que se soumettre à sa loi, à l'accumulation forcée et toujours plus vaste et plus rapide. Les hommes n'étant en relation entre eux que dans la mesure où cette relation a pour intermédiaire la marchandise, la capital médiatise toutes les relations sociales et constitue la communauté inhumaine (marchande) et totalitaire écrasant l'homme et faisant apparaître les rapports sociaux comme de simples relations entre objets.



De là l'impossibilité, pour les capitalistes, de dire la vérité car ce serait dévoiler que pour trouver une solution humaine aux problèmes de l'homme, il faut briser la communauté du capital et instaurer la communauté humaine : le communisme, un monde sans argent, sans classes, sans frontières et sans Etat.



DECLARATION INSOLITE

Bravo Colonel ! Voilà une déclaration sans ambiguïté, digne d'un éminent farceur, si ce n'est que nous nous demandons si dans cette " adresse à tous les travailleurs du monde " vous excluez la Lybie du monde. A moins que dans cet oasis islamique, dénomé Jamaihra, les travailleurs exploités soient inexistants. C'est certainement dans le but " d'abolir le salaire " que vos troupes sont au Tchad, et que vous accueillez sur votre sol le Maréchal Idi Amin Dada, illustre farceur également, et certainement membre d'une tendance africaine du mouvement visant à s'affranchir de la " servitude ".

Mais cessons l'humeur, crevure de militaire islamisant, et examinons la réalité :

- Le prolétariat et l'exploitation existent en Lybie.
- Vous faites le jeu à l'impérialisme le plus viscéralement anti-communiste du globe : la Russie
- Vous et votre gouvernement, êtes des tenants de l'islamisme, d'une religion ayant ses titres de noblesse dans ce qu'il y a eu de plus barbare dans l'histoire de l'homme jusqu'à nos jours. Votre religion, comme toute religion, aliène l'être humain et le rend complètement passif et abêti.

Vos actes et votre existence vont à l'encontre de l'émancipation sociale.

Vous tremblerez Colonel, lorsque le mouvement que vous décrivez, se mettra en marche. Vos médailles on vous les fera bouffer, et Alah ne pourra rien pour vous sauver.

LE COLONEL KADHAFI : « Marchez sur vos usines... »

Le colonel Kadhafi a invité le mardi 1^{er} mai tous les travailleurs (du monde) à « marcher sur les usines et les divers centres de production, à les diriger eux-mêmes, et à s'emparer directement de leur part de production ».

Dans une déclaration rapportée par l'agence libyenne Jana, le président libyen a exhorté les travailleurs à « abolir le salaire et à se libérer de leur servitude à l'égard de leurs employeurs : gouvernements, individus, sociétés privées ou publiques ».

Le colonel Kadhafi a estimé que les salariés sont « des espèces d'esclaves, même si leurs salaires sont élevés », ajoutant : « Les travailleurs doivent totalement refuser d'écouter les discours qui ne les poussent pas à s'affranchir du salaire et de la servitude à l'égard de l'employeur. »

« Le 1^{er} mai est devenu le jour de la supercherie mondiale à l'égard des salariés de toute la Terre », a-t-il encore affirmé.

TROTSKISME : DEFENSE INCONDITIONNELLE DU CAPITALISME D'ETAT

Si le 10 mai 1984 figure le 3^{eme} anniversaire de la gauche au pouvoir, cet anniversaire stigmatise de façon évidente et en le confirmant, le rôle anti-révolutionnaire du mouvement gauchiste.

Les différentes tendances trotskistes, chefs de file de cette extrême gauche " révolutionnaire ", ont pour leur part une très grande responsabilité à l'impasse de la lutte révolutionnaire d'aujourd'hui. En agissant en fidèles chiens de garde des partis pseudo communiste ou socialiste, en se posant en défenseur du capitalisme d'Etat russe contre le bloc US, elles font chaque jour la démonstration de leur activité pro-capitaliste et de fossoyeur de l'émancipation du prolétariat dont elles osent se prétendre " l'avant-garde " éclairée et éclairante. Mais nous ne le répèterons pas assez, le programme trotskiste est aujourd'hui capitaliste :

- Par son appel à voter, soutenir la coalition P "S" / P "C" dont la nature capitaliste n'est plus à démontrer, sa gestion du capital partout où elle est au pouvoir représente une des plus formidables attaques contre la classe ouvrière, d'autant plus qu'elle bénéficie de la bénédiction syndicale. Coalition de gauche et extrême-gauche laissent loin derrière elles la " droite réactionnaire " du capitalisme " privé ", de par l'impact qu'elles ont encore au sein de la classe historiquement révolutionnaire.

- Sa défense de l'économie nationale à travers la revendication des nationalisations, totalement réactionnaire, puisqu'elle ne fait que " transférer " la domination du capital sur le prolétariat, aiguissant la concurrence des prolétaires public/privé, et renforçant le pouvoir économique, politique et social de l'Etat capitaliste.

- Son soutien à la démocratie parlementaire, à la légalité, à la lutte contre d'autres formes de domination politique sur la classe ouvrière au bénéfice de la Démocratie, contre le fascisme par exemple, embrigadant le prolétariat dans la mystification électorale, et reléguant aux oubliettes la défense inconditionnelle de l'intérêt de classe, intérêt qui ne peut s'accomoder d'aucune barrière juridique ou sociale.

- Enfin sa participation, sa présence et son soutien au syndicalisme, alors que celui-ci donne chaque jour les preuves de sa nature capitaliste, brisant la solidarité ouvrière dans l'oeuf nationalement et internationalement. Depuis le premier conflit mondial en 1914, où il a contribué à embrigader la classe ouvrière derrière le drapeau national, alors que le défaitisme révolutionnaire est un principe fondamental du prolétariat, en passant par le " front populaire " qui sonnait le glas d'une effervescence violente de la lutte de classes et préparait la deuxième boucherie de 1939, l'annihilation du mouvement soixantehuitard jusqu'à la collusion ouverte avec l'actuel gouvernement capitaliste de l'Etat français pour la " sauvegarde et la rentabilité de l'économie nationale ".

Pour le mouvement trotskiste, la classe ouvrière n'est qu'une masse de manoeuvre qui ne pourra jamais parvenir à la conscience communiste. Elle attend donc du " parti révolutionnaire " qu'il la sauve de la damnation éternelle. En attendant, ce parti, ou les composantes de ce nouveau parti trotskiste, véhiculent la conscience qui selon lui peut être comprise par cette pauvre masse inculte : celle qui se situe à mi-chemin entre la bête de somme et... le délégué syndical ! Puis viendra "l'imitation Sabbatique" que prodiguera le parti qui comme chacun le sait a été " visité " par Marx, Engels, Lenine et Trotski, " révélant " la vérité au comité central, seul susceptible de comprendre les aënas de la lutte de classe, et par la même d'agir révolutionnairement. Les prolétaires, au nom des tactiques trop compliquées à comprendre pour lui, doit les suivre et surtout continuer à se faire exploiter.

La lutte de classes est pourtant un tout. Elle suppose la rupture avec les sacro-saintes séparations qui visent à la castration du mouvement subversif de la société. Elle nécessite pour cela même, la rupture avec les schémas intellectuels/manuels, conscience révolutionnaire/conscience syndicale, bons dirigeants/mauvais dirigeants etc... Si l'émancipation du prolétariat doit être l'oeuvre du prolétariat lui-même, elle ne se fera que contre le trotskisme, le syndicalisme et les partis staliniens ou dits socialistes. Ce que nous affirmons là n'est pas gratuit, mais résulte de la perspective qui est la nôtre ; la destruction immédiate de la société d'exploitation basée sur le travail salarié. Dans ce but, notre critique du capitalisme est une critique qui ne vise pas au renforcement de l'Etat (nationalisations), ou à l'aménagement de la forme d'exploitation (auto-gestion et autres subterfuges), elle vise à l'affirmation de la nécessité immédiate de l'abolition du salariat au travers de toutes les luttes quotidiennes, à la démystification des pseudo PC et PS, en avançant l'urgence d'une indépendance de classe organisationnelle et pragmatique. La conscience révolutionnaire et communiste du prolétariat ne peut émerger qu'à ce prix !

Par leur défense inconditionnelle de la Russie, fief du capitalisme d'Etat, les tendances trotskistes embrigadent les prolétaires dans la défense d'un bloc capitaliste et impérialiste contre un autre, au nom d' "acquis positifs" (lesquels ?) d'une révolution prolétarienne balayée par la contre-révolution stalinienne et n'ayant pu à aucun moment abolir les rapports capitalistes de production. Le rôle du prolétariat n'est pas la recherche d'étapes vers le communisme, mais la lutte autant contre le capitalisme de l'Est que contre celui de l'Ouest, de la Russie aux USA, et de la Chine au Nicaragua ou Cuba, et ce immédiatement.

Le rôle du prolétariat est d'oeuvrer à la destruction des frontières, entités d'exploitation, et non à la création de nouveaux Etats, qu'ils soient palestiniens ou zoulou, au nom d'une quelconque " libération nationale " contre l'impérialisme américain ou autre, comme le revendiquent nos élus " camarades " trotskistes en bons défenseurs de l'impérialisme russe. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'aide militaire et économique de l'impérialisme russe aux différents mouvements de libération nationale, du Vietnam au Laos, en passant par l'Algérie, le Nicaragua ou le Salvador, n'a été que le prétexte au maintien de l'exploitation nationale au nom du capitalisme d'Etat dans sa recherche de profit et d'écrasement des potentielles luttes subversives du prolétariat au bénéfice des intérêts de la Russie capitaliste. Il n'y a pas de peuple à défendre : l'intérêt du prolétariat est un intérêt de classe qui ne peut tirer profit d'un amalgame avec les paysans, les commerçants, les pacifistes-féministes-écologistes et nationalistes, qui ne visent au mieux qu'à un aménagement des " tares " du capitalisme, et au pire, à l'alliance avec la classe ouvrière pour mieux tirer profit de son exploitation. Pour exemple, le consensus social en Lorraine est actuellement des plus explicites.

Enfin nous affirmerons que pour en finir avec le trotskisme, le prolétariat devra rejoindre ceux de ses éléments les plus avancés et les plus conscients. Le rôle d'une avant-garde révolutionnaire, n'est pas de " coller " au cul de la classe ouvrière. Elle se démarque d'elle, et d'abord d'elle, par sa pratique qui va à contre-courant de l'aliénation politique et sociale que la société capitaliste impose principalement à la classe qui doit émanciper l'humanité. Elle se démarque aussi par la rupture nette et franche avec l'idéologie capitaliste, des tactiques et autres artifices de mystification de la société d'exploitation pour sa perpétuation.

Le mouvement trotskiste colle au cul d'une classe ouvrière complètement atomisée, abrutie. De démagogie en paternalisme cynique, Il creuse chaque jour la tombe du prolétariat en le poussant dans les impasses du nationalisme, de la légalité, de l'aménagement de l'exploitation, de la perpétuation du mythe du socialisme à l'Est, etc... !

L'abolition du salariat doit être aujourd'hui, le mot d'ordre de la classe ouvrière par excellence. Il ne se concrétisera que violemment, par la dictature du prolétariat contre la dictature capitaliste de l'Est et de l'Ouest, en extirpant partout la base de cette société capitaliste décadente, l'achat et la vente de la force de travail, qu'elle se fasse à la sauce stalino-trotskiste ou à la sauce Ketchup.

